

RHP À ANNABA

Relogement de 352 familles à Bouzaâroura

Le relogement de quelque 352 familles dans des logements publics locatifs de la nouvelle cité de Bouzaâroura, dans la commune d'El Bouni (Annaba), a débuté tôt le matin de ce dernier mercredi.

Cette opération intervient dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RHP) qui n'en finit pas dans cette wilaya, en dépit de plusieurs milliers d'attributions ces dernières années.

La majorité de ces familles habitaient jusque-là dans des conditions indignes pour des êtres humains au niveau du bidonville d'El Fakharine, l'une des nombreuses concentrations de taudis qui cernent la commune du chef-lieu de wilaya.

L'opération qui s'étalera sur quatre ou cinq jours a été soigneusement préparée par les responsables concernés. A cet effet, une réunion de coordination a eu lieu deux jours avant le début des déménagements au siège de la commune de Annaba et ayant regroupé autour du maire et du chef de daïra par intérim, l'Office

de promotion et de gestion immobilière (OPGI), les services techniques communaux, ceux de l'urbanisme, de la Protection civile, de la Sonelgaz et de l'Algérienne des eaux (ADE). Plus de deux cents agents de ces services qui s'ajoutent aux dizaines d'éléments des corps de sécurité (policiers et gendarmes) étaient mobilisés pour la circonstance. Les premières familles ont rejoint leurs nouvelles demeures à bord de camions du parc communal. Elles étaient aux anges, les femmes lançaient des youyous et les enfants, joyeux, couraient dans tous les sens, imprégnant aux lieux une atmosphère de fête. Pour prévenir toute opération de revente des baraques à de nouveaux arrivants, des mesures drastiques ont été prises préalablement par les autorités communales.

Elles portaient sur la remise aux bénéficiaires par les services de la commune d'un quitus attestant de la démolition des baraques évacuées, condition sine qua non pour l'obtention des clés des nouveaux logements. «Cette façon de procéder que nous avons adoptée dans tout relogement du segment RHP limitera au maximum les transactions frauduleuses de baraques entre certains bénéficiaires et nouveaux arrivants ; transactions qui se produisaient auparavant à chaque opération de relogement et remettant en cause la politique prônée par les pouvoirs publics pour en finir avec l'habitat précaire. Comme elle permettra la récupération des terrains ainsi évacués qui seront clôturés pour servir ultérieurement à des projets d'utilité publique, surtout que la commune manque terriblement de terrains d'assiettes pour ce genre de projets», estime le maire de Annaba, Farid Merabet. Dans le but de booster la multitude de chantiers qui réali-

sent actuellement plusieurs milliers de logements dans les différents segments principalement publics locatifs (LPL) pour la résorption de l'habitat précaire (RPH) mais également d'autres chantiers de projets d'équipements publics dans différents secteurs socioéconomiques, le wali par intérim de Annaba, Mostefa Limani, effectue depuis une dizaine de jours des visites d'inspection. Ainsi, outre ceux destinés à l'habitat, des projets culturels, sportifs et éducatifs ont reçu la visite du wali. Ce qui lui a permis de prendre connaissance de l'avancement des travaux au sein des différents chantiers dont certains présentent un taux de réalisation appréciable.

Insistant sur le respect des délais de réalisation, le chef de l'exécutif de wilaya n'a pas omis pour autant d'attirer l'attention des responsables de ces chantiers sur les normes et la qualité des constructions avant leur livraison.

A. Bouacha

KHENCHELA

4 morts dans un accident de la route

Quatre personnes, issues de la commune de Dalaâ dans la wilaya d'Oum-El-Bouaghi et de la commune de Thlijene wilaya de Tébessa, ont trouvé la mort hier sur la route internationale reliant l'Algérie à la Tunisie et plus précisément à proximité de la commune de Aïn Touila, à 22 km à l'est de la wilaya de Khenchela.

Ces quatre personnes ont trouvé la mort suite à une forte collision entre deux voitures touristiques lorsque le chauffeur de l'un des véhicules a voulu doubler.

Les éléments de la Protection civile ont intervenu et transféré les cadavres vers l'hôpital alors que les éléments de la gendarmerie ont ouvert une enquête pour faire toute la lumière sur ce drame.

Benzaïm A.

OUM-EL-BOUAGHI

Découverte d'une armurerie clandestine

Poursuivant le déroulement de la session de printemps, la cour criminelle d'Oum-El-Bouaghi a prononcé en ce début de semaine, une condamnation allant jusqu'à 7 ans de réclusion criminelle contre des membres d'une bande de jeunes, impliqués dans un délit de transformation d'un garage en un atelier de fabrication de munitions et d'armes à feu.

Selon le procès qui s'est déroulé en session plénière, le pot aux roses a été mis à nu, il y a de cela deux ans, suite à une grande déflagration qui a eu lieu au quartier populaire Essatha à Aïn Fakroun, une localité à 25 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya, une explosion qui a fait 7 morts et plusieurs blessés ainsi que des dégradations dans les habitations mitoyennes.

Dans ce procès, les juges ont inno-centé le propriétaire, un émigré répondant aux initiales de K. L., âgé de 67 ans, tout en condamnant son fils âgé de 40 ans à une peine criminelle de 7 ans, l'autre condamné dans cette affai-

re, B. M., 38 ans, commerçant de son état, a écopé de 5 ans de prison ferme, ces deux personnes sont condamnées au motif de fabrication et vente d'armes prohibées. Les charges de destruction de biens d'autrui et meurtres et blessures involontaires sont aussi retenus contre ces deux inculpés.

Après la lecture du procès et la genèse des faits, le procureur a qualifié les délits de dangereux et a requis 10 ans de réclusion criminelle à tous les membres impliqués dans cette affaire, y compris ceux qui ont été relaxés.

Les faits de cette histoire qui a défrayé la chronique et a mis en émoi

les habitants de la ville et toute la région remontent à un certain 7 novembre de l'année 2011 coïncidant avec la deuxième journée de l'Aïd El-Adha lorsque les frères, progéniture de l'émigré propriétaire de l'habitation, ont décidé de convier certains amis à eux et fêter ensemble l'événement du sacrifice dans leur magasin.

C'est en allumant un barbecue qu'une étincelle se dégagée et atteignit l'un des sacs contenant des matières explosives (de la poudre). C'est là que deux détonations ont été entendues à plusieurs kilomètres à la ronde, causant le drame faisant 7 morts dont deux frères, fils du propriétaire du domicile, les 5 autres victimes sont des proches de la même famille.

La déflagration était tellement forte que plusieurs habitations mitoyennes ont subi des dégradations avec des murs lézardés, même les passants au

nombre de 15 ont été blessés dont certains sérieusement atteints ont été transférés vers les structures sanitaires et ont reçu des certificats d'arrêt de travail de longue durée. Les enquêtes qui ont suivi ce drame qui a frôlé la catastrophe ont abouti à la découverte d'un atelier clandestin de fabrication d'armes et de munitions prohibées, les enquêteurs ont aussi découvert que l'un des deux jeunes impliqués dans cette affaire se déplaçait souvent vers la wilaya de Tébessa où il se chargeait de la vente des armes d'une façon illicite auprès des acheteurs de la région de la frontière algéro-tunisienne.

Le procès a dévoilé aussi que lors de l'intervention des éléments de la police, il a été découvert des cartouches de calibre 16 des fusils de type Saint Etienne et Bekar ainsi que toute une panoplie de matériels servant à la fabrication d'armes et autres munitions.

Lors du déroulement du procès, les deux jeunes inculpés ont essayé de se disculper en éloignant les charges retenues contre eux, les imputant aux deux fils de l'émigré qui ont péri dans ce drame, même les blessés victimes de cette déflagration ont essayé de «décharger» les accusés. Cependant, seule une autre victime, chasseur de son état, a déclaré s'approvisionner en munitions auprès des accusés les enfonçant davantage.

Au terme du procès qui a connu une issue houleuse causée par une nombreuse assistance, toutes les victimes aussi bien celles des parents des jeunes décédés que celles des habitations détruites par les effets de la déflagration qui se sont constituées partie civile se sont désistées des poursuites et de toutes autres réparations matérielles.

Moussa C.

Les gendarmes de Aïn Mlila saisissent plus de 18 tonnes de câbles de cuivre

Selon la cellule de communication du groupement de la gendarmerie d'Oum-El-Bouaghi, nous avons appris que les éléments des différentes unités de la gendarmerie ont serré l'étau et intensifié leurs descentes durant ce mois de mars. La compagnie territoriale de la gendarmerie de Aïn Mlila a réussi à intercepter un engin de gros tonnage transportant illicitement une importante quantité de fils de cuivre.

Selon le communiqué, les gendarmes ont intervenu à partir d'informations parvenues à leurs services faisant état d'existence d'un camion semi-remorque ayant à son bord des

câbles de cuivre et se trouvant au niveau du quartier populaire «Chakri Khalifa» de Souk Naâmane, une localité à l'extrême sud-ouest du chef-lieu de wilaya.

Exploitant ces informations, les gendarmes ont tendu une souricière pour intercepter cet engin conduit par un sexagénaire originaire de la wilaya de Khenchela. Une fois le dossier judiciaire établi, le chauffeur a été déféré devant le parquet de Aïn Mlila qui a ordonné sa mise en détention provisoire. Le communiqué nous a fait savoir que le même corps de sécurité de la brigade de «Ouled Hamla» toujours dans l'ouest de la wilaya, en tournée de routine dans la région a été attiré par une montée de fumée localisée dans une mechta de la région. Une fois

sur place, les gendarmes ont découvert le propriétaire des lieux en train de brûler des câbles pour en extraire les fils en cuivre. D'autres produits objets de trafic et de fraude comme des batteries, des éléments de climatiseurs... Le tout soigneusement dissimulé dans une carcasse d'un conteneur. Tous ces objets ont été saisis sur ordre du procureur de la République du tribunal de Aïn Mlila. Quant à B. H., un trentenaire, il a été mis sous contrôle judiciaire en attendant sa comparution devant les juges. Toujours selon le même communiqué, les éléments de la brigade de la gendarmerie de «Ouled Gacem» ont intercepté, par hasard lors d'une tournée nocturne, un véhicule de type Renault Partner la fouille systématique du véhicule conduit par Z. R. âgé

de 44 ans s'est soldée par la découverte de plus d'une centaine de cartouches de cigarettes de différentes marques étrangères bien dissimulées dans la malle du véhicule, la marchandise et le véhicule ont fait l'objet d'une saisie et le conducteur a été écroué par le magistrat instructeur. Dans un autre cadre relatif à la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, le communiqué nous fait savoir que les différentes unités de la gendarmerie ont réussi durant ce mois de mars à saisir près de 4 000 unités de boissons alcoolisées et autres spiritueux de différents types et marques, plus d'une vingtaine de personnes exerçant dans les différents trafics y compris la drogue ont été arrêtées.

M. C.